

**FINANCE** samedi 22 octobre 2011

# Renflouement des banques européennes, S&P livre son verdict

Sébastien Dubas

> **Crise Aux yeux de l'agence de notation, 132 milliards d'euros seraient nécessaires**

> **Ce scénario n'intègre que des pertes sur la Grèce**

La question n'est plus de savoir si les banques européennes devront être recapitalisées mais, bien plus, de savoir combien de milliards d'euros seront nécessaires pour les aider à surmonter la crise actuelle. Dès lors, chacun y va de son propre scénario. Vendredi, c'était au tour de Standards & Poor's (S&P) de se prêter au jeu des pronostics. Résultats: les établissements européens pourraient avoir besoin de 115 à 132 milliards d'euros de capitaux (environ 150 milliards de francs).

Pour arriver à ces montants, l'agence de notation américaine s'est basée sur les «tests de résistance» officiels de juillet dernier. Elle a ensuite élaboré son propre «scénario du pire», comme elle l'appelle. En se basant sur une nouvelle récession en Europe. Mais également sur une envolée des taux d'intérêt qui pourraient grimper jusqu'à 13% d'ici à 2014 en Irlande et au Portugal. Et, surtout, sur un défaut de remboursement partiel de la seule Grèce.

En outre, S&P part du principe que la Banque centrale européenne et les gouvernements soutiendront autant que possible le système bancaire européen. «Comme ce fut le cas après la faillite de Lehman Brothers, cette aide pourrait comprendre non seulement des garanties en matière de financement et de liquidités mais aussi des injections directes ou indirectes de capitaux.»

Les résultats obtenus par l'institution new-yorkaise apparaissent toutefois bien en deçà des 220 milliards d'euros identifiés la semaine dernière par les analystes de Credit Suisse. Ils sont également inférieurs aux 200 milliards d'euros de pertes que pourraient encourir, selon le Fonds monétaire international, les établissements européens si la crise devait s'aggraver.

Pour Blaise Ganguin, l'auteur du rapport et responsable de l'analyse crédit chez S&P, la principale raison de ces différences est la suivante: contrairement aux autres scénarios, le sien ne prend en considération qu'une restructuration de la dette publique grecque. Et effectivement, là où S&P n'envisage qu'une réduction à hauteur de 60% de la valeur des emprunts souverains grecs, Credit Suisse intègre des mesures qui entraîneraient, de facto, une perte pour les créanciers de l'Italie, du Portugal, de l'Irlande, de l'Espagne et de la Belgique. Les analystes de la banque suisse ont même envisagé, dans leurs calculs, une perte

de 6% sur la valeur des emprunts souverains français et de 8% sur les emprunts britanniques.

Alors pourquoi une telle prudence de la part de la plus influente des agences?  
«Nous nous basons sur les normes comptables internationales qui n'exigent pas de valoriser les emprunts souverains au prix du marché lorsque ces investissements sont détenus à long terme», explique Blaise Ganguin.

---